

ENERGIE PARTAGEE ASSOCIATION

Association loi 1901

16/18 quai de la Loire
75019 PARIS

PREFECTURE DE PARIS N° W751206060

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021



ENERGIE PARTAGEE ASSOCIATION
Association loi 1901

16/18 quai de la Loire
75019 PARIS

PREFECTURE DE PARIS N° W751206060

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée générale de l' Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ENERGIE PARTAGEE ASSOCIATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos appréciations ont porté sur les points suivants :

> Les principes de comptabilisation et d'évaluation des fonds dédiés sur subventions, tels qu'ils sont exposés au paragraphe "Fonds dédiés et reportés" de l'annexe ;

> Les variations des fonds dédiés sur subventions d'exploitation, telles qu'exposées au paragraphe "Variation des fonds dédiés - Subvention d'exploitation" de l'annexe ;

> La ventilation des subventions obtenues au cours de l'exercice telle qu'exposée au paragraphe "Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice" de l'annexe ;

> La détermination des éventuelles provisions pour litiges et risques divers ;

> La pertinence des informations mentionnées en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.



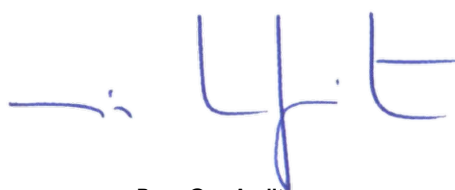
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à TOULOUSE, le 05 mai 2022

A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of connected loops and strokes, positioned above the printed name of the auditor.

Pour @ec Audit,

Denis LESPRIT, Commissaire aux comptes

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2021 au 31/12/2021			Au 31/12/2020
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	12 130	12 130		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	61 307	48 470	12 837	22 527
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	3 204		3 204	3 204
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	782		782	782
TOTAL I	77 422	60 600	16 822	26 513
Comptes de liaison	II			
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	103 611		103 611	138 217
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 233 990		1 233 990	637 496
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	204 938		204 938	195 264
Charges constatées d'avance	24 652		24 652	16 544
TOTAL III	1 567 191		1 567 191	987 521
Frais d'émission des emprunts	IV			
Primes de remboursement des obligations	V			
Écarts de conversion actif	VI			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 644 613	60 600	1 584 013	1 014 034



Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2021	31/12/2020
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	141 167	102 051
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	59 702	74 422
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	30 560	39 116
Situation nette	231 429	215 589
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées		
TOTAL I	231 429	215 589
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	167 716	231 989
TOTAL III	167 716	231 989
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL IV		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	50 619	55 000
Emprunts et dettes financières diverses	30 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	216 042	197 974
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	51 946	74 898
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 020	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	834 240	238 585
TOTAL V	1 184 868	566 456
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 584 013	1 014 034



Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Cotisations	48 886	43 566
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	7 759	22 308
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	220 427	218 284
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	868 172	793 581
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	130	11 078
Mécénats	145 587	66 167
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	857	203
Utilisations des fonds dédiés	231 989	427 701
Autres produits	2 475	49
TOTAL I	1 526 281	1 582 935
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	520 829	410 569
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	35 571	24 534
Salaires et traitements	533 036	439 492
Charges sociales	211 223	168 367
Dotations aux amortissements et dépréciations	10 551	10 901
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	167 716	231 989
Autres charges	26 504	247 244
TOTAL II	1 505 430	1 533 095
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	20 851	49 840
Produits financiers		
Produits financiers de participation	15	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	15	
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	300	252
Différences négatives de change		82
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	300	334
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-285	-333
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	20 566	49 507



Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	66	
Sur opérations en capital	10 000	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	10 066	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	72	10 391
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	72	10 391
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	9 994	-10 391
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 536 362	1 582 936
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 505 802	1 543 820
EXCÉDENT OU DÉFICIT	30 560	39 116

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	8 680	
TOTAL	8 680	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	8 680	
TOTAL	8 680	



COMPTES ANNUELS

2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

ANNEXE



Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 1 584 013 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 30 560 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation de l'association et de ses activités

Energie Partagée Association a pour objet de concourir à la protection de l'environnement, à la lutte contre les changements climatiques, en s'inscrivant dans le champ de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire. Elle promeut des projets d'énergie renouvelable citoyens et d'efficacité énergétique dans le respect de la charte Energie Partagée.

Le mouvement a pour but de fédérer les acteurs et les porteurs de projets à l'échelle nationale. Pour faciliter l'émergence et la structuration des projets citoyens, Energie Partagée Association et ses partenaires sont présents partout en France. Dans de nombreuses régions, des réseaux d'animation ont vu le jour et proposent un accompagnement dédié aux porteurs de projets locaux.

Faits caractéristiques

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité, les mesures encore en cours prises par le gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire liée à la covid-19 ont été prises en compte dans les présents comptes.

La crise sanitaire n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'association.

A la date d'arrêté des comptes, le conseil d'administration de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Logiciels 1 à 3 ans,
- Matériel informatique 3 ans,
- Autres (supports ludiques sensibilisation) 5 ans.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et Dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ne sont pas provisionnés.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.98 %.

La valeur actuelle probable ainsi obtenue s'élève à 207 530 €.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 167 715.98 €

Engagements hors bilan

L'association bénéficie d'une caution de l'Etat d'un montant de 45 557.25 € sur le PGE de 55 000 € contracté en 2020 dont le capital restant dû s'élève à 50 619.17 € au 31/12/2021.

Effectif moyen

Au 31/12/2021, l'effectif moyen s'élève à 14 salariés dont 1 cadre.

Au 31/12/2020, l'effectif s'élevait à 16 salariés dont 1 cadre.

Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 124 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 70 €/heure correspond à un montant de 8 680 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 130		
TOTAL	12 130		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	26 907		860
Emballages récupérables et divers	33 540		
Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	60 447		860
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés	3 204		
Prêts et autres immobilisations financières	782		
TOTAL	3 985		
TOTAL GÉNÉRAL	76 562		860

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles			12 130	
TOTAL			12 130	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencements et aménagements const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencements et aménagements divers				
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			27 767	
Emballages récupérables et divers			33 540	
Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL			61 307	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés			3 204	
Prêts et autres immobilisations financières			782	
TOTAL			3 985	
TOTAL GÉNÉRAL			77 422	



Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	12 130			12 130
TOTAL	12 130			12 130
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	19 249	3 843		23 092
	18 671	6 708		25 379
TOTAL	37 920	10 551		48 470
TOTAL GÉNÉRAL	50 049	10 551		60 600

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	



CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	782		782
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	103 611	103 611	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	785	785	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	496	496	
Impôts sur les bénéfiques			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	2 253	2 253	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	1 230 456	1 230 456	
Charges constatées d'avance	24 652	24 652	
TOTAL	1 363 034	1 362 253	782

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	50 619	10 900	39 719	
Emprunts et dettes financières diverses	30 000		30 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	216 042	216 042		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	13 267	13 267		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 442	36 442		
Impôts sur les bénéfiques				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 237	2 237		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	2 020	2 020		
Produits constatés d'avance	834 240	834 240		
TOTAL	1 184 868	1 115 149	69 719	



Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 337	52 146
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	18 798	27 576
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 000	
TOTAL	48 135	79 722

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	11 416	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	1 230 632	636 383
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	1 242 047	636 383



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Produits : - D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	834 240	238 585
TOTAL	834 240	238 585

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Charges : - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	24 652	16 544
TOTAL	24 652	16 544



Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation	116 803	486 365	265 003			868 172
Subventions d'investissement						
TOTAL	116 803	486 365	265 003			868 172

Les subventions d'Etat sont celles apportées par l'ADEME : ADEME National, ADEME Ile de France, ADEME PACA et ADEME Centre

Les subventions des collectivités territoriales sont les suivantes :

- conseils régionaux Ile de France, PACA et Centre
- communauté de communes du Pays Gatinais
- métropole Aix Marseille et métropole du grand Paris

Les subventions de l'union européenne concernent le FEDER, le fonds social européen (AVISE) et le projet LIFE



Variation des fonds dédiés- Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ANIMATION PACA	24 289		24 289				
ANIMATION NATIONALE	65 599	153 050	65 599			153 050	
ANIMATION ILE DE FRANCE	1 864		1 864				
CAMPAGNE NAT DE SENSIBILISA	63 131		63 131				
ANIMATION CENTRE	77 106	14 666	77 106			14 666	
TOTAL	231 989	167 716	231 989			167 716	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	102 051	39 116			141 167
Fonds propres avec droit de reprise	74 422			14 720	59 702
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	39 116	-39 116	30 560		30 560
Situation nette	215 589		30 560	14 720	231 429
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions règlementées					
TOTAL	215 589		30 560	14 720	231 429

